

**4èmes journées petites paysanneries**  
**19-22 octobre 2015**  
**École nationale d'agriculture de Meknès**

**LES (PETITES) PAYSANNERIES ET LE MARCHÉ, QUELS RAPPORTS ?**

En hommage à Jeanne Chiche

**I. INTERVENANTS**

Nom		Mail
El Hassane ABDELLAOUI	Ingénierie du développement, ENA Meknès	elhassanea@aol.com
Ali ADIBAR	Agro-économiste, ENA Meknès	
Najib AKESBI	Économiste, IAV Hassan II – Rabat	n.akesbi@iav.ac.ma
Fatah AMEUR		ameur_fatah@hotmail.com
Mohamed EL AMRANI	Département d'Ingénierie du Développement, ENA Meknès	elamrani.mohamed66@gmail.com
Habib AYEYB	Géographe, Université Paris 8	habib.ayeb1@gmail.com
Jean-Paul BILLAUD	Sociologue CNRS-LADYSS	billaud@u-paris10.fr
Audrey BOCHATON	Géographe, Université Paris Ouest Nanterre La Défense	abochaton@gmail.com
Lisa BOSSENBROEK	Doctorante, Université de Wageningen, Pays-Bas	lisa.bossenbroek@wur.nl
Zhour BOUZIDI	Sociologue, Université de Meknès	zhour_bouzidi@yahoo.fr
Anne-Marie BRISEBARE	CNRS-Collège de France, Paris	anne-marie.brisebarre@ehess.fr
Bernard DANGEARD	Ancien agriculteur, salarié agricole à la retraite, Sarthe	siberdange@wanadoo.fr
Estelle DELÉAGE	Sociologue, Université de Caen	estelle.deleage@wanadoo.fr
Mostafa ERRAHJ	Socio-économiste, ENA Meknès	merrahj@gmail.com
Mathilde FAUTRAS	Doctorante en géographie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense	mathilde.fautras@gmail.com
Larbi FIRDAWCY	Agro-économiste, ex-secrétaire général de l'IAV Hassan II	
Rhoda FOACK	Doctorante en sociologie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense	foack.rhoda@gmail.com
Lucile GARÇON	Sociologue, INRA	lgarcon@paca.inra.fr
Meriem Farah HAMAMOUCHE		hfarah07@hotmail.fr
Kamil HASSAN	Anthropologue à l'Université Cadi Ayad, Marrakech	
Zakaria KADIRI	Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Ain Chock Casablanca, Centre Marocain des Sciences sociales	zakariaa.kadiri@gmail.com
Marcel KUPER	Socio-économiste, CIRAD, Montpellier	marcel.kuper@cirad.fr
Marouane LAJILI	Historien, Université de Tunis	marouane_lajili@yahoo.fr
Claire LAMINE	Sociologue, INRA, Avignon	claire.lamine@avignon.inra.fr
Caroline LEJARS	Économiste, CIRAD, Montpellier	
Mohamed MAHDI	Anthropologue, ENA Meknès	aitmahdi@gmail.com
Abdelkader AIT MEKKI	Agroéconomiste, ENA Meknès	
Karim MNASRI	Doctorant en géographie, Université Tunis	mnasrikarim.fshst@gmail.com
Nisrine OUTMAJJOJT	Agroéconomiste, ENA Meknès	
Mohamed Raouf SAÏDI	Sociologue, LADYSS-Nanterre	saidi.raouf@free.fr
Sarah Ruth SIPPEL	Centre for Area Studies, Université de Leipzig	sippel@uni-leipzig.de
Martin DE LA SOUDIÈRE	Ethnologue, CNRS	soudiere@ehess.fr
Michel STREITH	anthropologue, CNRS-LAPSCO	michel.streith@yahoo.fr

## II. TITRES ET RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

**El Hassane ABDELLAOUI**

### **Des paysans marocains en mutation : vers une nouvelle forme d'appropriation de l'espace et de l'eau agricole dans un contexte socioéconomique changeant**

**Résumé :** Il s'agit dans cette communication de montrer comment des paysans, à l'origine des éleveurs en extensif sur parcours collectifs, se sédentarisent progressivement pour exercer un élevage intensif et une agriculture familiale à haute valeur ajoutée. D'un système de production cohérent basé essentiellement sur la céréaliculture/élevage ovin à un système à dominante arboricole et maraîchère. Or l'eau de surface et à gestion communautaire pour l'irrigation n'est plus suffisante pour contourner les effets d'aléas climatiques, amenant les producteurs à puiser, de manière compétitive dans la nappe phréatique et à s'approprier individuellement des terres collectives et tribales.

Aussi pour valoriser l'eau et le foncier, ressources rares et par conséquent objet de compétitions et de conflit, les paysans se rapprochent de l'État pour saisir les opportunités qu'il offre en matière de financement de projets agricoles dans le cadre du Plan Maroc vert et diversifient leurs stratégies de commercialisation. L'émergence d'une nouvelle catégorie de producteurs investisseurs (les néo-agriculteurs) souvent d'origine citadine, a imposé un modèle de production intensif en s'accaparant le foncier agricole, l'eau souterraine et les subventions de l'État et des marchés.

Dans ce contexte d'accès inégal aux ressources naturelles et aux aides financières et techniques de l'État, la notion de communauté paysanne est interrogée en termes de diversité de modes de vie, de production et de rapports au marché.

L'essentiel des résultats retenus pour l'analyse est obtenu à partir de travaux de recherche que nous avons réalisés au Moyen Atlas et dans le Saïs, épaulés par une bibliographie ciblée sur le même terrain.

**Ali ADIBAR**

### **Regard critique sur les nouvelles formes de commercialisation par les petites oléicultures**

Le projet arboriculture fruitière, financé dans le cadre du Compact MCA-Maroc a développé une approche innovante pour l'intégration des petits oléiculteurs au marché organisé. Les bénéficiaires du projet appartiennent à certains périmètres extensifs des zones rifaine et atlasique situés dans 16 provinces du pays.

L'approche d'intervention est structurée en trois étapes :

1. L'organisation des agriculteurs en coopératives (144) et en groupements d'intérêts économiques (20)
2. Une association nationale des GIE
3. Une stratégie marketing basée sur les avantages concurrentiels des agriculteurs à savoir : la qualité des olives, la diversité des terroirs, l'utilisation faible des inputs agricoles et une offre consistante.

Le projet a financé la formation, l'appui et l'encadrement des agriculteurs et leurs organisations. Le financement de la construction et l'équipement de 20 unités de valorisation de l'olivier sont, par contre, sous forme d'un partenariat public-privé ; 50 % MCA, 30 % MAPM, 20 % bénéficiaires dont 5 % sont un apport propre des agriculteurs.

La campagne agricole 2014-2015 constitue le premier exercice des GIE. Son évaluation montre que les GIE ont dû faire face à plusieurs difficultés internes et externes à leur organisation. On cite entre autres ; la réticence à l'élargissement de la base des agriculteurs, les barrières à l'entrée au marché, la gouvernance des conseils d'administration des GIE, l'octroi des besoins en fonds de roulement, une campagne oléicole moyenne en termes de rendement, un esprit entrepreneurial peu développé.

**Najib AKESBI**

### **Place des paysans, petits producteurs dans les filières agricoles au Maroc**

**Résumé :** La communication dresse un panorama de la problématique de la commercialisation des productions agricoles au Maroc. Elle interroge certaines filières, en examinant la place des producteurs et les possibilités réelles qu'elles leur offrent pour commercialiser leurs produits.

**Mohamed EL AMRANI**

### **Les petites exploitations familiales et le marché, quelles pratiques adaptatives : analyse de quelques cas dans la région de Meknès**

**Résumé :** La présente communication tente de s'interroger sur les pratiques adaptatives des exploitations familiales face au Marché en se focalisant sur l'analyse de quelques cas de l'agriculture péri-urbaine et des projets pilier 2 du plan Maroc vert dans la région de Meknès.

Opérant dans un environnement dominé par le mercantilisme (engagement du Maroc dans l'OMC, les accords de libres-échanges et d'association) et les politiques publiques agricoles qui ont depuis longtemps prôné l'abandon de la logique vivrière et l'adoption de la logique d'entreprise pour s'intégrer au marché et améliorer ainsi le revenu, les exploitations familiales ont été appelées à développer de nombreuses pratiques adaptatives pour garantir leur pérennité.

Comment ces exploitations intègrent-elles le risque du marché à côté des aléas climatiques qui ont toujours pesé sur leur production ? Quels liens entretiennent-elles avec le marché ? Quelle gestion de l'équilibre entre l'autoconsommation pour satisfaire les besoins familiaux et l'écoulement de la production ? Quels circuits de commercialisation développent-elles ?

L'analyse tente d'engager une réflexion à partir d'un retour sur quelques concepts tels que l'innovation et les changements sociotechniques et les théories de décision et du comportement adaptatif.

**Habib AYEYB (Ray BUSH)**

**Fellahin (Paysans)** Film documentaire, 39', 2014

**Synopsis :** Le documentaire montre les dimensions oubliées des soulèvements populaires en Égypte et en Tunisie. Il souligne l'importance de l'ingéniosité et du courage des paysans et leurs places et rôles dans les bouleversements économiques et politiques récents et leur offre l'opportunité d'exprimer leurs espoirs et leurs craintes. Le film montre que les fellahs ont un fort sens de l'analyse des défaillances des politiques de développement rural en Égypte et en Tunisie.

**Audrey BOCHATON**

**Des plantes médicinales au cœur de filières commerciales transnationales :  
diversification agricole et réseau diasporique Hmong (Laos, États-Unis, France)**

**Résumé :** Au Laos, les médecines dites traditionnelles se répartissent en deux classes : celles qui font appel en priorité à des *remèdes* (médecine herboriste) et celles qui font usage des *rituels* (médecine magico-religieuse). Jusqu'au protectorat français, instauré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, aucune autre alternative de soins que la médecine traditionnelle ne s'offrait aux Laotiens. Mais depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle mais surtout à partir de 1975, date des débuts de la santé publique au Laos, la médecine traditionnelle semble de plus en plus délaissée par les Laotiens au profit de la médecine allopathique.

Il existe néanmoins aujourd'hui de nombreux acteurs qui s'intéressent aux plantes médicinales poussant sur le sol laotien, à commencer par les compagnies pharmaceutiques laotiennes mais également étrangères présentes sur place. Le Laos attire également de nombreux commerçants (surtout en provenance de Chine et du Vietnam) à la recherche de plantes rares afin de les revendre dans leur pays d'origine.

Enfin, parmi les nouveaux acteurs attirés par la pharmacopée traditionnelle, on compte des membres de la diaspora Hmong vivant aux États-Unis et en France (dont la Guyane française) dont certains continuent de se soigner avec les plantes médicinales en provenance du Laos. Ces usages thérapeutiques particuliers mettent ainsi en mouvement des remèdes traditionnels entre différents pôles ; ils se matérialisent par des envois postaux et par fret de plantes médicinales collectées au Laos et acheminées en direction des villes américaines et françaises où est implantée la diaspora Hmong depuis les années quatre-vingt.

L'objectif de cette communication sera de présenter la constitution de cette filière commerciale transnationale et d'analyser comment elle participe de la diversification des activités agricoles des Hmong dans les espaces ruraux laotiens (exemple du district de Nong Hed dans la province de Xieng Khouang).

**Lisa BOSSENBROEK, Marcel KUPER et Margreet ZWARTEVEEN**

**L'accaparement multiple de l'eau souterraine dans la région du Sais**

**Résumé :** Les eaux souterraines jouent un rôle important dans les dynamiques agraires que connaît la plaine du Sais au Maroc. L'une des manifestations apparentes de ces dynamiques est l'émergence de nouveaux projets agricoles portés par de nouveaux investisseurs. Dès qu'un investisseur s'installe en achetant un lot de terre, il le clôture pour démarquer sa propriété et lancer un projet « moderne ». Il creuse de nouveaux puits, installe le goutte-à-goutte et plante des cultures à fortes valeurs ajoutées comme les raisins et d'autres arbres fruitiers. Ces nouveaux projets sont appuyés et encouragés par les politiques publiques, notamment le Plan Maroc Vert qui cible la modernisation de l'agriculture. Ainsi, ces projets sont conçus comme « modernes » et « productifs » et le goutte-à-goutte est perçu comme une technologie qui permet d'augmenter la productivité de l'eau. Dans cet article, nous postulons qu'à travers l'installation de nouveaux projets « modernes », la clôture des terres, le goutte-à-goutte, et le discours autour du Plan Maroc Vert contribuent à l'accaparement graduel des eaux souterraines. Nous démontrons trois conséquences de cet accaparement. Premièrement, l'eau devient de plus en plus une commodité pour faire valoir une agriculture qui se veut moderne. Ainsi, l'eau souterraine coule vers quelques nouveaux « investisseurs » avec des pratiques agricoles modernes mais peu productives et est ainsi graduellement dissociée de son contexte territorial socioculturel. Deuxièmement, de plus grandes inégalités émergent par rapport à l'accès à l'eau. Enfin, l'accaparement se manifeste à travers une expropriation violente du foncier et de l'eau.

**Zhour BOUZIDI, Caroline LEJARS, Jean-Paul BILLAUD, Mostafa ERRAHJ, Marcel Kuper**

**Le fellah marocain face à la complexification de son métier dans un contexte de groundwater economy**

**Résumé :** Au Maroc, le métier « *fellah* » reste insuffisamment défini aussi bien dans les travaux de recherche que dans le langage courant. De même, la catégorie « *fellahs* », souvent appréhendée comme homogène, est peu nuancée au regard des différentes mutations de la société rurale. Le plus souvent des qualificatifs tels que petit, grand, moyen sont associés au mot *fellah* pour qualifier une différenciation sur la base de quelques critères quantitatifs, subjectivement délimités et évalués, comme la superficie, la taille du cheptel, etc. En plus de son imprécision, cette catégorisation renvoie à une vision dichotomique qui replace ce métier entre deux antipodes : le petit *fellah* assimilé au paysan dans sa conception classique et, le grand *fellah*, détenteur du capital et des moyens de production. Cette vision binaire est aussi structurante dans les politiques publiques marocaines qui distinguent nettement deux types d'agriculture : une agriculture dite sociale et solidaire et une agriculture dite capitaliste et à haute valeur ajoutée. Le présent article s'attache à démontrer les limites de ce dualisme dans la conception du métier du *fellah* en montrant sa pluralité, sa complexité et son enchevêtrement. Nous avons réalisé une vingtaine d'entretiens et de récit de vie auprès des *fellahs* (jeunes et plus âgés) pour caractériser leur représentation du métier, l'histoire et l'évolution de ce métier. Nous avons montré que le développement de la *groundwater economy* a permis de créer de nouveaux rapports au marché et aux techniques aboutissant à l'émergence d'un panorama de métiers et d'adaptations au sein de la même catégorie socioprofessionnelle. Néanmoins, si l'accès au marché et aux nouvelles techniques a permis pour certains une ascension sociale et économique, il a généré pour d'autres de nouvelles formes de vulnérabilités et d'inégalités.

**Anne-Marie BRISEBARE**

## **Nouvelles voies empruntées par les paysanneries : pour contourner les contraintes du marché**

### **Cas des élevages d'autruche de rente.**

**Résumé :** Alors que les secteurs de l'élevage et de la commercialisation des bestiaux et de leurs produits ont été, durant des décennies voire des siècles, le plus souvent séparés et dévolus à des professionnels différents bien que complémentaires – et parfois apparentés dans le cadre local –, actuellement des éleveurs de plus en plus nombreux cherchent à « supprimer les intermédiaires » et à développer la vente directe, condition nécessaire à la rentabilité de leur activité.

Depuis une dizaine d'années, je m'intéresse à l'élevage des autruches de rente, oiseaux exotiques dont la détention pour la production de viande n'a été autorisée en France qu'en 1993. Le statut ambigu de ces oiseaux hors normes, défini en France comme « non domestique », ni bétail ni gibier, a rendu difficile la création d'une filière en aval de l'élevage. Les éleveurs, peu nombreux et répartis dans toutes les régions françaises, ont donc cherché à développer leurs propres débouchés pour valoriser la viande de leurs animaux (vente à la ferme et par internet, accueil de groupes et dégustation/repas sur place, réseau de restaurants locaux, etc.), mais aussi les sous-produits (œufs, plumes, peaux, graisse pour cosmétiques). Depuis quelques années, plusieurs de ces éleveurs se sont regroupés en association (Éleveurs d'autruches de France) à laquelle je participe, en particulier pour les aider à faire changer le statut de l'autruche de rente qui reste gérée par le ministère de l'Écologie comme celles des parcs zoologiques. À titre de comparaison, j'apporterai quelques informations sur les rares expériences d'élevages d'autruches au Maghreb.

**Bernard DANGEARD**

### **Énergie et traction animale en agriculture**

**Résumé :** La question de l'énergie animale semble beaucoup dépassée, y compris en agriculture. Or, qu'en est-il sur le plan technique ? Deux approches différentes sont traitées – la comparaison cheval/tracteur et l'économie agricole avec des chevaux – qui montrent que pour l'énergie de traction, et sur une ferme de surface petite ou moyenne, l'animal est supérieur (plus efficace, moins cher...) à un tracteur de faible puissance. Comment se fait-il que ce fait soit si mal connu ?

Avoir un animal entraîne des contraintes, c'est vrai. Mais ce sont probablement des phénomènes culturels, des blocages partiellement inconscients, qu'il s'agira d'identifier, et qui empêchent un retour important de la traction animale en agriculture. Cela suppose :

- de démonter l'idéologie du progrès continu par l'appel à des machines de plus en plus gourmandes en énergie fossile, et un recul continu du travail manuel ;

- et de rappeler que ce sont les petites fermes qui peuvent être les plus intensives et productives. Paradoxalement, en France, le cheval agricole intervient aujourd'hui dans des situations de niches à haute valeur ajoutée (viticulture, maraîchage).

L'animal est efficace, moins cher, plus écologique, et il recrée du lien social. Comment lui faire retrouver une nouvelle jeunesse, à l'image du tramway, dépassé il y a 50 ans et aujourd'hui à la pointe de la modernité ?

**Estelle DELÉAGE**

### **La paysannerie et le marché, une bibliographie critique**

**Résumé :** Cette communication vise à faire un état de l'art critique des relations que les paysans entretiennent avec le marché. Historiquement, les paysans ont utilisé le marché de manière « détournée », l'économie paysanne étant pour l'essentiel une économie non marchande, reposant sur l'autoconsommation. Avec le déploiement du capitalisme, certains paysans ont développé de nouvelles pratiques qui participent à la mise en œuvre d'alternatives à la rationalité capitaliste. Ces dernières, à l'image des échanges dans le cadre de circuits courts (marchés paysans, points de vente collectifs, etc.), s'inscrivent dans une « économie solidaire » qui articule différentes ressources (privées, publiques) avec une logique plus globale de réciprocité.

**Rhoda FOACK, Jean-Paul BILLAUD, Marcel KUPER**

### **Circulation et marchandisation des objets techniques pour le pompage des eaux souterraines au Maroc**

**Résumé :** Cette communication porte sur l'étude d'une région agricole au Maroc, le Saïss, qui s'est développée et continue son expansion grâce à l'exploitation des eaux de l'aquifère du même nom. L'accès aux eaux souterraines dans la région du Saïss s'accompagne d'un boom au niveau des méthodes d'extraction et de pompage de ces ressources du sous-sol de l'aquifère. Ceci est d'autant plus marqué, que les profondeurs des puits et des forages sont de plus en plus importantes en raison de la baisse du niveau de la nappe. Dans les exploitations agricoles, le pompage des eaux souterraines mobilise, majoritairement, un moteur et une pompe. À côté de ce mode d'extraction mécanique, ont fait leur apparition les méthodes de pompage électrique et solaire, quoique de façon encore marginale pour cette dernière catégorie. Que le pompage soit mécanique, électrique ou solaire, les agriculteurs ont accès aux eaux souterraines grâce à la médiation d'objets techniques spécifiques. En se focalisant sur le pompage mécanique qui est le plus répandu, la communication proposée ici a pour objectif de décomposer les marchés de fourniture, d'échange et de ravitaillement des moteurs pour puits et forages.

Dans cette optique, notre analyse vise à répondre à la problématique suivante :

- Quels sont les marchés et les nœuds de circulation des objets de pompage des eaux souterraines utilisés dans la région du Saïss ? Comment caractériser ces lieux, étant donné que leurs échelles locales, régionales ou nationales peuvent avoir des conséquences sur les fonctions qui leur sont attribuées ?

Dans un second temps, dans quelle mesure cette circulation d'objets recompose-t-elle les liens entre espaces ruraux et espaces de marchés ? L'enjeu de recomposition est d'autant plus marqué ici, que par hypothèse ce sont deux catégories de groupes sociaux qui sont à l'œuvre dans ces différents espaces.

Zakaria KADIRI

### **Accès au foncier au Maroc. Trajectoire d'un groupe de jeunes ingénieurs agronomes**

**Résumé :** Dans cet article, nous analyserons comment dans un marché foncier libéralisé sous l'impulsion des politiques publiques (melkisation des terres de la réforme agraire et locations des terres domaniales), des initiatives sont créées à la marge en termes d'accès au foncier.

Au Maroc, comme dans d'autres pays, le marché foncier est marqué par une libéralisation des transactions foncières, très souvent sous l'impulsion des politiques publiques. D'une part, les terres de la réforme agraire, récupérées après la colonisation puis redistribuées pendant les années 1970 à des nouveaux ayants droit (Mahdi et Allali, 2000), se trouvent privatisées depuis 2006. Cette privatisation, appelée aussi melkisation permet aux paysans d'acquérir leurs titres fonciers. Dix ans après le lancement de cette opération par l'État, le prix du foncier a été multiplié par 5 à 7, permettant l'arrivée de nouveaux investisseurs, souvent non agriculteurs, et le départ de paysans ne pouvant intensifier leurs terres (Bossenbroek et Zwartveen, 2015).

D'autre part, les terres domaniales, propriétés de l'État, se trouvent depuis une dizaine d'années dans la main d'investisseurs privés, moyennement une location à longue durée pour des prix symboliques. On parle d'une dizaine à quelques centaines d'hectares par exploitation.

Le cas que nous traiterons ici, est celui d'un groupe de jeunes ingénieurs agronomes bénéficiant d'un de lot de terres, au Saïss, qui leur a été attribué par le ministère de l'Agriculture en 2005. Ces jeunes au chômage ont bénéficié de la seule initiative publique de redistribution des terres en dehors de la réforme agraire et des locations à grande échelle. Dans cet article, nous décrivons la trajectoire individuelle et collective (formation et apprentissage, financement, conduite des systèmes de production et commercialisation, etc.) de ces jeunes.

**Marcel KUPER, Fatah AMEUR, Meriem Farah HAMAMOUCHE, Mostafa ERRAHJ**

### **Atteindre l'eau des riches : mécanismes d'accès et d'utilisation de l'eau souterraine des petites exploitations au Maghreb**

**Résumé :** L'eau souterraine est devenue une source d'eau d'irrigation très importante au Maghreb. Il est estimé que 60 % des terres irriguées dépendent de l'eau souterraine à travers des forages et puits (Kuper *et al.*, 2015). Pourtant, seule une minorité d'agriculteurs accèdent ainsi à l'eau souterraine. Dans le périmètre du Tadla (Maroc), par exemple, seulement 46 % des agriculteurs, principalement les grandes et moyennes exploitations, ont obtenu l'accès à cette ressource importante (Kuper *et al.*, 2012). Dans le périmètre de Ouarizane (Algérie), 38 % ont accès à l'eau souterraine avec des conséquences directes sur la différenciation socio-économique des exploitations agricoles où celles sans accès sont « piégées dans un processus d'appauvrissement » (Amichi *et al.*, 2012). Il existe cependant des mécanismes d'accès et d'utilisation des eaux souterraines pour les petites exploitations. Nous avons distingué trois types d'accès : 1) des arrangements informels, souvent intégrés dans des mécanismes d'accès à la terre (location, métayage), sous-tendus par des logiques de mutualisation et parfois de solidarité (Ammar-Boudjellal *et al.*, 2011), 2) des forages étatiques, notamment en Algérie et en Tunisie, desservant des petits périmètres publics, 3) plus rarement des marchés de service de l'eau à travers des forages installés par des « actionnaires », mutualisant leurs moyens pour obtenir l'accès à l'eau souterraine ou des vendeurs d'eau privé (Hamamouche *et al.*, à paraître). Ce dernier type est beaucoup moins répandu au Maghreb que dans des pays comme l'Inde où Shah (2009) estime que pour chaque forage, 6-15 (petits) agriculteurs sont servis. Nous souhaitons mettre en débat, à travers cette communication, les conditions d'accès et d'utilisation de l'eau souterraine des petites exploitations agricoles et le « statut » de l'eau souterraine.

**Marouane LAJILI**

### **Les moyens de transport dans les campagnes tunisiennes : Effets structurants et impacts sur la petite agriculture paysanne**

**Résumé :** Notre propos s'intéresse aux questions de mobilité, de changement et d'intégration sociale et économique induites par l'usage d'un moyen de transport qui est la « Peugeot 404 bâchée ».

Il s'agit de voir le rapport de ce moyen de transport avec les usages considérés en milieu rural. Il est également question d'identifier et d'étudier ses effets et impacts sur la petite agriculture familiale.

On peut supposer que l'introduction de ce moyen de transport motorisé a réussi à mobiliser pleinement les facteurs de la production agricole familiale et à intégrer les petites paysanneries aux réseaux de distributions et d'échanges interrégionaux, leur permettant d'améliorer leur condition de vie.

En revanche, la « 4X4 bâchée » a créé de nouvelles préoccupations. Celles-ci apparaissent comme défavorables pour l'agriculture familiale, notamment le développement d'activités parallèles ou alternatives et l'accessibilité au marché de travail dans les villes proches.

Aussi, se pose la question de la méthodologie. Plutôt que de tenter une synthèse, nous nous sommes résolus à partir de l'étude de cas particuliers pour illustrer au mieux les mutations qu'a connues la petite agriculture et sa capacité d'adaptation dans certaines régions.

Le choix porte sur des régions ou des localités traditionnellement pourvues de petites exploitations et intégrées à un réseau de relations d'échanges de proximité.

L'étude concerne le Cap-Bon, Bizerte et le Sahel tunisien : régions marquées par une économie traditionnellement dominée par une agriculture familiale tournée vers l'autosuffisance et recevant parfois l'appoint de micro-industries de conserveries.

L'étude nous permet une approche analytique meilleure, elle nous donne l'occasion de saisir le local dans sa relation avec le global.

C'est donc, dans un mouvement d'enrichissement, qu'une lecture de la question la petite agriculture familiale a été envisagée. Et ce, en se fondant sur une recherche bibliographique, sur la consultation de données statistiques fournies par le ministère de l'Agriculture, le ministère des Transports et le ministère des Finances, ainsi que sur des enquêtes de terrain.

**Claire LAMINE et Lucile GARÇON**

#### **Adaptation, résistance et recomposition des mondes paysans face au marché « globalisé »**

**Résumé :** À partir des cas de deux régions rurales française et italienne, et d'un travail sur les trajectoires des agriculteurs et sur les évolutions des systèmes agri-alimentaires territoriaux sur plusieurs décennies, nous analysons les effets d'adaptation et de résistance face au marché « globalisé » et à ses dynamiques de spécialisation. Par contraste avec d'autres régions rurales qui ont embrassé une spécialisation radicale, ces régions ont conservé une certaine diversité, pouvant d'ailleurs aller de pair avec une coexistence de systèmes spécialisés et de systèmes diversifiés. Nous montrons qu'il existait dans les trajectoires des agriculteurs et des systèmes agri-alimentaires de ces régions une certaine réversibilité qui a permis que l'agriculture ne périclite pas totalement, même si là comme ailleurs l'urbanisation a été une voie de sortie majeure pour les agriculteurs. Les facteurs de réversibilité, qui sont aussi des facteurs de résilience, tiennent à la présence de filières de qualité, mais surtout à celle d'acteurs locaux innovants et à l'existence d'un tissu social relativement dense, et fortement relié aux villes proches. Ceci suggère aussi que l'interpénétration entre monde urbain et monde rural, entre mondes agricole et non agricole est un facteur de résilience des systèmes agri-alimentaires territoriaux et des territoires de vie tout court.

**Abdelkader AIT MEKKI, Nisrine OUTMAJOUJIT**

#### **L'organisation des petits producteurs et l'accès au marché dans la région de Fès-Boulmane au Maroc**

**Résumé :** Dans les pays en développement, le rôle de la petite et moyenne agriculture en matière de sécurité alimentaire propre aux ménages ruraux, d'approvisionnement du marché urbain et de transfert des capitaux vers les zones rurales n'est pas à démontrer. Cependant, dans la plupart des cas, la participation commerciale des petites et moyennes exploitations agricoles (PMEA) est handicapée par des contraintes internes liées notamment à la structure foncière, l'inefficacité technique des producteurs et à l'insuffisance de l'organisation professionnelle. D'autres contraintes externes sont également déterminantes, à savoir l'insuffisance de l'infrastructure de base, le manque d'encadrement technique, l'importance des coûts de transaction et la volatilité des prix du marché.

La présente communication constitue la synthèse d'une étude menée dans la région de Fès-Boulmane au Maroc. Elle a pour objectif principal le diagnostic du fonctionnement technique, commercial et institutionnel de certaines unités de valorisation de produits impliquant les petites et moyennes exploitations agricoles dans la région concernée. L'approche met l'accent sur l'organisation professionnelle comme moyen susceptible d'être mis en œuvre en vue de soutenir des modèles efficaces d'intégration de ces exploitations au marché. Une telle intégration tient compte de leurs spécificités notamment en ce qui concerne l'ensemble des contraintes rapportées ci-dessus. En revanche, elle considère en même temps le gros potentiel de développement de stratégies commerciales qu'elles peuvent développer pour améliorer leurs systèmes de production et, par conséquent, le niveau de vie des ménages qu'elles font vivre.

**Mohamed Raouf SAÏDI, Mathilde FAUTRAS, Karim MNASRI**

#### **Vendre sa terre ou pas. Les (petites) paysanneries de Sidi Bouzid face à une double injonction matérielle et symbolique**

**Résumé :** Le processus d'intensification agricole dans la région de Sidi Bouzid (centre-ouest de la Tunisie), initié dans les années soixante-dix, en a fait un pôle national de production agricole (maraîchère et de produits primeurs) et accéléré l'intégration d'une paysannerie émergente à l'économie de marché, plus particulièrement dans les zones de cultures irriguées où l'on assiste à une individualisation accélérée de la propriété de la terre.

Cette intégration, manifeste dans l'ensemble des phases des filières agricoles (approvisionnement, production, commercialisation), reste confuse s'agissant de la sphère foncière dont le processus de marchandisation reste grosso modo en décalage, si l'on observe le faible volume des transactions, le mode de faire-valoir direct en vigueur qui gravite autour de 90 % en moyenne, ou l'héritage qui demeure le principal mode d'accès à la terre.

Ce phénomène révèle la double injonction à laquelle se confrontent les petits/moyens agriculteurs/paysans pour la plupart en crise :

- une logique rationnelle/capitalistique qui les incite à se dessaisir partiellement ou totalement de leur patrimoine foncier, afin d'augmenter leur capacité d'autofinancement, subvenir à des besoins sociaux incompressibles, ou s'engager dans une autre activité économique moins incertaine.
- une logique symbolique et affective qui les enjoint à garder leur bien foncier, sous peine de stigmatisation sociale, jusqu'à manœuvrer pour entraver la concession de la terre des ancêtres à des « étrangers ».

Non sans accrocs, le marché foncier à R'gueb semble plus dynamique, pourtant, du point de vue socio-culturel, rien ne distingue apparemment cette localité du reste du gouvernorat.

**Sarah Ruth SIPPEL**

#### **Petits agriculteurs et les chaînes de valeur exportatrices : mécanismes d'exclusion – possibilités d'intégration**

**Résumé :** La production des fruits et légumes est un des domaines les plus dynamiques de l'agriculture mondiale. En tant que produits de haute valeur, les fruits et légumes occupent une part importante dans le commerce agricole et les produits périssables sont même de plus en plus transportés sur de longues distances. Dans les pays du Sud, la production des produits de contre-saison dirigés vers les marchés du Nord est constamment promue, afin de gagner des devises, et présentée comme outil de développement. Souvent, cette stratégie inclut aussi les dits « petits agriculteurs » en supposant que leur intégration au

marché international soit favorable. Les petits agriculteurs et les chaînes de valeur exportatrices – donc un « mariage d'amour » ? En prenant l'exemple des agriculteurs dans la région du Souss, cette communication remet en question l'hypothèse du marché d'exportation comme moteur de développement ; d'un point de vue critique, je vais discuter les mécanismes d'exclusion des chaînes de valeur exportatrices et évaluer les possibilités d'intégration.

### **Martin DE LA SOUDIÈRE**

#### ***Traces***

Film de Françoise-Eugénie PETIT, Jean-Christophe MONFERRAN et Martin DE LA SOUDIÈRE

Réalisateur : Jean-Christophe MONFERRAN

Producteur : CNRS Images

Septembre 2012

Durée 59'

**Synopsis** : 1961. En Lozère, le cinéaste italien Mario RUSPOLI tourne *Les inconnus de la terre* (produit par Argos film). Nous l'avions d'ailleurs projeté dans notre séminaire en juin 1996. Film sur les paysans de ce département, et au-delà, sur les déshérités, sur l'homme isolé, comme le dit lui-même Ruspoli, il marque une date dans l'histoire du film documentaire.

Cinquante ans après, Jean-Christophe MONFERRAN (réalisateur au IIAC, Institut interdisciplinaire de recherche sur l'anthropologie du contemporain – CNRS/EHESS), Françoise-Eugénie Petit (INRA) et Martin de la Soudière (Centre Edgar Morin, EHESS), chercheurs familiers de ces terrains, retournent sur les lieux mêmes du tournage, pour tenter de retrouver les « acteurs » de jadis. Une quête-enquête. Sur l'Aubrac et la Margeride, sur les Causses et dans les Hautes-Cévennes, que sont les inconnus devenus ? Quelle mémoire gardent-ils de ce film ? Aujourd'hui, quels souvenirs personnels, quels pans de leur parcours de vie fait-il émerger ? Comment se le sont-ils approprié ?

Chemin faisant, outre le chef-opérateur québécois Michel Brault, ils rencontrent deux témoins importants : les enfants des deux passeurs qui aidèrent et inspirèrent Mario Ruspoli dans sa démarche : François Tosquelles, alors médecin-chef à l'hôpital psychiatrique de Saint-Alban ; et Pierre Gazo, instituteur itinérant agricole.

Film sur un film, *Traces* ouvre de nombreuses pistes de réflexion sur le milieu rural, en particulier celle de l'image des agriculteurs que donne à voir, hier et aujourd'hui, le cinéma. À travers plusieurs témoignages, il réinterroge également le basculement, tant technique, agronomique que social, qu'ont connu plus généralement les campagnes françaises au début des années soixante.

### **Michel STREITH**

#### **La filière bio, une alternative au marché ou à ses incertitudes ?**

**Résumé** : L'agriculture biologique est fréquemment énoncée comme une solution pour maintenir, voire développer, les petites exploitations. La plus-value tirée de cette activité serait une alternative aux aléas du marché des biens alimentaires. À partir d'une enquête de terrain auprès de petits paysans dans différentes régions françaises, nous montrerons en quoi cette approche laisse de côté la pluridimensionnalité des pratiques et des manières de penser qui entourent le « monde » du bio.